

Belo Monte et la multiplication des usines hydro-électriques en Amazonie

Le PAC a remis à l'ordre du jour un projet, vieux de vingt ans, qui fait polémique depuis la sortie d'une nouvelle étude d'impact (Estudo de Impacto Ambiental – EIA), en 2009, et la licence octroyée en 2010 par l'IBAMA (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente, *Institut brésilien de l'environnement*). Les mouvements sociaux, les peuples indigènes et les militants écologistes dénoncent avec véhémence l'insuffisance de profondeur des études d'impact et l'absence de consultation collective et systématique des populations. L'usine de [Belo Monte](#) est le chantier le plus important du PAC et les travaux ont commencé en 2011.

Construite dans une région connue comme « le grand tournant du Rio Xingu » elle est située au cœur de l'Amazonie, dans l'état du Pará, dans une aire stratégique entourée de terres indiennes (en tout 10 Terres Indiennes sont officiellement concernées, touchant diverses communautés Kayapó, Araweté, Arara, Kisêdje, Juruna, entre autres) et de Réserves (RESEX) et Forêts Nationales (FLONA), à proximité de la ville d'Altamira ([Belo Monte FAQ](#)).

Belo Monte est encore une preuve qu'il n'y a pas d'exploitation et de développement qui ne soit pas motivé par un quelconque intérêt économique privé. A 15 km des travaux de construction de l'usine, l'entreprise minière canadienne [Belo Sun Mining](#) (avant, connue sous le nom de Verena Minerals) a installé récemment le plus grand projet d'exploitation d'or du Brésil, le Volta Grande. Dans le rapport d'impact environnemental (RIMA) du projet Volta grande, on remarque l'usage prévu de l'énergie qui sera produite par Belo Monte pour l'exploitation des minerais. Ce fait corrobore les accusations selon lesquelles la production d'énergie de cette usine, qui ne fonctionnera pleinement que pendant 4 mois de l'année à cause du régime des eaux du Rio Xingu, servirait avant tout à l'industrie plutôt qu'aux populations locales, et plus exactement alimenterait ce qu'on appelle les industries électro-intensives. Dans le RIMA on lit également que l'impact de l'exploitation minière de Belo Sun Mining affectera directement au moins deux terres indigènes (Paquiçamba e Arara da Volta Grande). On comprend alors les raisons pour lesquelles la Portaria 303 (cf. plus haut) a été publiée, car il faut pour le moins garantir quelques bases légales à tout cela au cas où il faudrait empiéter encore un peu plus sur les terres indiennes.

L'usine de Belo Monte n'est que le fleuron d'une série de 18 usines projetées dans le bassin des Rios Araguaia et Tocantins, ainsi que d'un ensemble de projets dans le Rio Tapajós. Deux autres usines, de Santo Antonio et Jirau, sont en construction aux abords mêmes de Porto Velho, capitale de l'État de Rondônia, et provoquent d'innombrables problèmes, notamment des inondations et des effondrements récents dans un quartier de cette ville (Bairro do Triângulo).

L'usine de Jirau, à Rondônia, fait partie du Complexe hydroélectrique du Rio Madeira. Elle est financée par un consortium (dont le Groupe GDF-Suez est l'actionnaire majoritaire) et devrait commencer à fonctionner en mars 2012. L'entreprise fait une fois de plus courir des risques aux populations locales, mais les licences ont été concédées malgré l'avis contraire des experts de l'IBAMA. Belo Monte et deux usines du Rio Madeira empiètent sur les terres et les eaux de [groupes indigènes dits isolés](#), (voir aussi [Hidroeléctricas vont affecter UC e TI](#)) c'est-à-dire qui refusent tout contact avec les non Indiens et maintiennent leur isolement en forêt.

Les irrégularités dans le mode d'évaluation des conséquences ainsi que le non-respect des conditions exigées par les divers organismes impliqués dans les processus d'octrois de licences, IBAMA et FUNAI principalement (cadastrage des terres, constructions d'infrastructures, aménagement du territoire, compensations financières pour les déplacés, protection des Indiens isolés, etc.) laissent croire que le gouvernement a pris parti pour un développement effréné et à sens unique, reposant exclusivement sur la rentabilité et la transformation respective des paysages et de leurs habitants en terres productives et en consommateurs.

Un autre problème important, en jeu ici, est le processus de consultations des populations concernées, qu'il s'agisse de populations traditionnelles (indigènes, *quilombolas* ou collecteurs de caoutchouc, *seringueiras*) ou de riverains habitant les abords des grands travaux. Ces processus de consultations sont juridiquement flous et extrêmement controversés.

Mis à part les dégâts écologiques directs auxquels les populations sont déjà confrontées, d'innombrables problèmes viennent alourdir la pénibilité de la vie de ces travailleurs : prostitution, viols, alcoolisme, drogue, augmentation brutale de la population urbaine, criminalité, etc. Pour en savoir plus, voir les [relevés d'articles 1](#) et [2](#) publié par la Revista Forum.